

503807-2026 - Mise en concurrence

France – Équipement de sécurité de site – FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE EN FRANCE METROPOLITAINE
OJ S 138/2026 21/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Fournitures

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: FRANCE TRAVAIL - DG

Adresse électronique: kamelia.madaoui@francetravail.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE EN FRANCE METROPOLITAINE

Description: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE EN FRANCE METROPOLITAINE

Identifiant de la procédure: 5ecc4382-7881-4cbe-a29d-1cb7b887aae0

Identifiant interne: 015-26

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 35113100 Équipement de sécurité de site

2.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Sans objet

Règlementation applicable en cas de marché transfrontalier: Sans objet

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 2

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 2

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE METROPOLE NORD

Description: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE METROPOLE NORD

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 35113100 Équipement de sécurité de site

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

Informations complémentaires: L'exécution de ce lot se fera sur les régions suivantes :

Bourgogne-Franche-Comté, Centre Val-de-Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Ile-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de Loire

5.1.3. Durée estimée

Durée: 5 Ans

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 4

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Protection des informations particulièrement sensibles

Date limite de demande d'informations complémentaires: 11/08/2026

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3004194&orgAcronyme=h8j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3004194&orgAcronyme=h8j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 21/08/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 100

Justification de la durée de l'accord-cadre: L'exécution de ce marché impose au titulaire des investissements initiaux majeurs pour réaliser la maintenance qui ne pourraient pas être économiquement amortis sur une période de 4 ans (ex: formation certifiante et continue des techniciens aux technologies spécifiques déployées, acquisition de bancs de test dédiés, ...).

Une durée de 4 ans contraindrait les candidats à répercuter l'intégralité de ces coûts fixes sur une période courte, ce qui fausserait l'économie du contrat au détriment de France travail

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Modalité de recours auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04 : - avant la conclusion du contrat, sur la base de l'article L. 551-1 du code de justice administrative ; - après la conclusion du contrat : 1°) sur la base de l'article L. 551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ; 2°) sur la base d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE, le cas échéant assorti d'une demande indemnitaire. En cas de demande indemnitaire, un recours administratif préalable doit être exercé auprès du directeur général de France travail, 1 avenue du docteur Gley, 75020 Paris. Le recours doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de la demande indemnitaire. Le délai de suspension mentionné au dernier alinéa de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique est de 11 jours.

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE METROPOLE SUD

Description: FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE SURETE (MATERIEL DE VIDEOPROTECTION, DE CONTROLE D'ACCES, D'ANTI-INTRUSION ET D'ALERTE), LEUR INSTALLATION ET LEUR MAINTENANCE METROPOLE SUD

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 35113100 Équipement de sécurité de site

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

Informations complémentaires: L'exécution de ce lot se fera sur les régions suivantes :

Auvergne-Rhône-Alpes, Corse, DGA TECH, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, France travail Service, Provence-Alpes-Côte d'Azur

5.1.3. Durée estimée

Durée: 5 Ans

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 4

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Protection des informations particulièrement sensibles

Date limite de demande d'informations complémentaires: 11/08/2026

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3004194&orgAcronyme=h8j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3004194&orgAcronyme=h8j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 21/08/2026 12:00:00
(UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 100

Justification de la durée de l'accord-cadre: L'exécution de ce marché impose au titulaire des investissements initiaux majeurs pour réaliser la maintenance qui ne pourraient pas être économiquement amortis sur une période de 4 ans (ex: formation certifiante et continue des techniciens aux technologies spécifiques déployées, acquisition de bancs de test dédiés, ...). Une durée de 4 ans contraindrait les candidats à répercuter l'intégralité de ces coûts fixes sur une période courte, ce qui fausserait l'économie du contrat au détriment de France travail

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Modalité de recours auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04 : - avant la conclusion du contrat, sur la base de l'article L. 551-1 du code de justice administrative ; - après la conclusion du contrat : 1°) sur la base de l'article L. 551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ; 2°) sur la base d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE, le cas échéant assorti d'une demande indemnitaire. En cas de demande indemnitaire, un recours administratif préalable doit être exercé auprès du directeur général de France travail, 1 avenue du docteur Gley, 75020 Paris. Le recours doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de la demande indemnitaire. Le délai de suspension mentionné au dernier alinéa de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique est de 11 jours.

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: FRANCE TRAVAIL - DG

Numéro d'enregistrement: 13000548100010

Ville: paris

Code postal: 75000

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Kamelia MADAOU

Adresse électronique: kamelia.madaoui@francetravail.fr

Téléphone: 06 27 84 80 73

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Numéro d'enregistrement: 17750005500013

Ville: PARIS

Code postal: 75004

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Téléphone: 0144594400

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 13e03e22-b57b-4fb6-8976-7498e067a6d5 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 20/07/2026 14:44:06 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 503807-2026

Numéro de publication au JO S: 138/2026

Date de publication: 21/07/2026